

Besançon, le **13 DEC. 2012**

La Présidente

Monsieur Pierre Cardo  
Président  
Autorité de régulation des activités ferroviaires  
57 Bd Demorieux  
CS 81915  
72019 Le Mans Cedex 2

Direction des Transports  
CL/VT  
Votre correspondant : Carine Leuthold  
Tél. 03 63 64 20 72

*Monsieur le Président,*

*Par courrier reçu le 15 octobre 2012, vous avez bien voulu me transmettre pour avis le projet de document de consultation publique pour les services de transport international de voyageurs comportant des dessertes intérieures, et je vous en remercie.*

*L'ensemble de votre proposition respecte le cadre réglementaire défini dans la directive 2007/58/CE, dans les articles L.2121-12 et 2133-1 du Code des Transports ainsi que dans le décret n°2010-932 du 24 août 2010.*

*Concernant ce cadre réglementaire, l'article 2 du décret n°2010-932 stipule que « toute entreprise ferroviaire souhaitant exploiter un service de transport ferroviaire international de voyageurs comportant des dessertes intérieures adresse, au plus tard cinq mois avant la date prévue pour le début du service, un dossier d'information au gestionnaire d'infrastructure, à l'Autorité de régulation des activités ferroviaires [...] et au ministre chargé des transports qui en accusent réception. ». Au regard du calendrier de construction d'un service annuel et de commandes des sillons auprès du gestionnaire d'infrastructure, ce délai de cinq mois semble inapproprié. En effet, les commandes de sillons doivent parvenir au gestionnaire d'infrastructures 9 mois avant la date de mise en service. En ce sens, le dossier d'information de l'entreprise ferroviaire candidate devrait parvenir aux autorités concernées minimum 15 mois avant la mise en service de la circulation concernée. En effet, un délai de 6 mois entre le dépôt du dossier et la commande de sillons est indispensable à une étude d'impact du nouveau service de transport, à la fois par l'Autorité de régulation des activités ferroviaires, le gestionnaire d'infrastructures, les Autorités Organisatrices de transport et entreprises ferroviaires concernées.*

*../..*

Concernant le « test d'objet principal » de la desserte proposée par l'entreprise ferroviaire candidate, vous identifiez 8 indicateurs, dont 3 sont stipulés dans le chapitre 2 du décret n° 2010-932 du 24 août 2010. Vous demandez, à la question 5, si ces critères doivent être hiérarchisés. Je vous propose donc la hiérarchisation suivante :

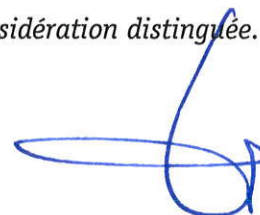
1. Volume de trafic en voyageurs.km
2. Part du chiffre d'affaires international
3. Situation concurrentielle de la desserte offerte
4. Longueur des dessertes intérieures et internationales
5. Grille horaires envisagée
6. Type de service
7. Population des villes ou zones desservies.

Concernant le « test d'équilibre économique des contrats de service public », je vous rappelle ma volonté que les Autorités Organisatrices concernées par la nouvelle desserte soient informées au minimum 15 mois avant la mise en service de cette desserte, afin de pouvoir effectuer les études d'impacts avant la commande de sillons. Si l'analyse de cette nouvelle desserte concluait à la compromission de l'équilibre d'un contrat de service public, il est important que l'ARAF impose des limitations à l'entreprise ferroviaire candidate. Ces limitations pourraient prendre la forme de contingentement quant au nombre de billets vendus ou à une limitation du nombre d'arrêts effectués sur le territoire concerné.

Les données proposées pour le test d'équilibre économique des contrats de service publics sont complètes mais pourraient toutefois inclure également des éléments de fréquentation comme le trafic en voyageurs.km.

Enfin, je vous propose que les modalités de suivi de la desserte internationale de voyageurs et de son impact sur des contrats de service public incluent une évaluation, à chaque date anniversaire de la mise en service de la nouvelle desserte, de la fréquentation, des recettes et des charges des dessertes concernées, à la fois pour l'entreprise ferroviaire candidate, mais également pour le contrat de service public concerné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.



Marie-Guite Dufay